

voie de développement se traduirait par un accroissement des emplois au Canada. Des exportateurs canadiens sont en mesure d'obtenir des contrats importants pour des travaux d'infrastructure dans des domaines comme les communications, les transports et l'exploitation des ressources. Déjà, quelque 2,500 entreprises canadiennes, grandes et petites, ont obtenu des contrats de l'ACDI depuis quelques années. Ce n'est qu'un début.

En finançant des études de faisabilité et de démarrage, le programme de coopération industrielle de l'ACDI encourage les sociétés canadiennes à s'établir dans les pays en voie de développement ou à y élargir leurs opérations. Dernièrement, ce programme a pris de l'ampleur, ce qui me réjouit.

Le Canada est bien placé pour venir en aide aux pays en développement dans les domaines suivants: l'utilisation des ordinateurs; le contrôle des satellites, les techniques d'élevage en vue d'améliorer les ressources alimentaires mondiales; le recours à la technologie micro-électronique pour décentraliser la production afin d'intégrer les nouvelles techniques de transformation aux sociétés rurales, la répartition des ressources limitées entre les télécommunications et les transports, ce qui permettrait à certains villages et petites industries de tirer davantage parti des dernières innovations dans le monde des communications. Les perspectives qui s'offrent aux entreprises canadiennes dans les pays en développement sont très intéressantes; il suffit d'avoir de l'imagination. J'estime qu'il faut faire davantage pour informer les hommes d'affaires canadiens, qu'ils soient à la tête de grandes ou de petites entreprises, du vaste potentiel qui existe là-bas. Il faudrait orienter la petite entreprise dans cette direction.

Pour toutes ces raisons, le parti progressiste conservateur a adopté une politique sur le rôle du Canada dans le développement international.

Je voudrais maintenant consigner au compte rendu les éléments essentiels de la politique que préconise notre parti. Premièrement, dans son propre intérêt général, le Canada devrait répondre de façon constructive à la nécessité de réduire les barrières commerciales qui entravent le progrès de l'ensemble des pays en voie de développement. Deuxièmement, le Canada devrait accroître le financement de son programme d'aide au moins au niveau accepté comme objectif pour 1990, soit 0.7 p. 100 de notre PNB. Troisièmement, ce programme devrait s'appliquer à un plus petit nombre de pays et aider surtout ceux qui sont le plus dans le besoin. Autrement dit, il devrait surtout tâcher d'aider les gens d'un pays moyennant certaines conditions, à savoir une utilisation efficace des moyens d'aide offerts, une mise en œuvre convenable de programmes en collaboration avec les organismes gouvernementaux travaillant dans le pays en question et moyennant d'autres conditions touchant les droits de la personne, les considérations politiques et économiques. De plus, la politique étrangère du Canada devrait adopter comme principes importants que le pays ou la région qui bénéficie de son aide lui offre des perspectives d'avantages économiques et accepte que notre pays ait la possibilité d'exercer une influence politique. Quatrièmement, le programme d'aide du Canada doit prévoir des moyens d'agir rapidement pour assurer la survie des personnes menacées par la famine ou une catastrophe. Cinquièmement, le programme d'aide devrait être évalué et modifié régulièrement

pour faire en sorte qu'il contribue véritablement à long terme au bien-être des populations des pays qui en bénéficient.

C'est là ce que préconise notre parti, et c'est aussi de façon générale ce qui nous servira de critère pour décider jusqu'où le gouvernement ira dans la réalisation des propositions qu'il a déposées aujourd'hui.

Je vais consacrer un moment à ce que je considère comme les principales recommandations du rapport du groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud auxquelles le gouvernement a donné suite aujourd'hui. Il y a 38 recommandations. Je n'ai pas le temps de toutes les examiner. Je me contenterai d'énumérer les six qui semblent les plus importantes, d'après ce qu'a dit le gouvernement. Voici les recommandations qui me semblent les plus importantes.

La première recommande que le Canada s'engage à accroître le pourcentage des fonds affectés à son aide officielle au développement à 0.7 p. 100 de son produit national brut d'ici 1990. Le gouvernement a réagi aujourd'hui en disant qu'il tiendra compte de cette recommandation, mais il n'a rien promis. Je rappelle aux députés que notre parti s'est déjà engagé à suivre cette recommandation.

Deuxièmement, on recommande que la Banque mondiale double par étapes son rapport de multiplication. La Banque mondiale s'occupe actuellement d'élaborer ce mécanisme. Le nouveau président de la Banque mondiale a approuvé des initiatives en ce sens. Le rapport du groupe de travail parlementaire en matière de relations Nord-Sud signale qu'il permettrait à la Banque mondiale de doubler à nouveau son taux d'endettement. La Banque a doublé il y a quelques mois sa capitalisation, qui était passée de 40 à 80 milliards, en doublant le taux d'endettement en vertu duquel elle prête aux pays émergents. Cela signifie que son taux d'endettement sera quadruplé, passant de 40 à 160 milliards. Le gouvernement a déclaré que le taux sera inférieur, mais il reconnaît qu'il y a lieu d'examiner la situation plus à fond. A mon avis, le gouvernement aurait dû donner suite à cette recommandation.

La troisième recommandation est que le Fonds monétaire international soit plus sensible à l'endettement des pays les plus pauvres attribuable à une cause extérieure. J'ai signalé l'expérience des pays d'Afrique importateurs de pétrole qui accusent d'énormes déficits par suite d'une situation à laquelle ils ne peuvent rien. Le gouvernement a répondu aujourd'hui que les mesures prises actuellement par le FMI dénotent une réaction favorable et que le Canada appuiera une plus grande évolution en ce sens. A mon avis, cela ne suffit pas si le Canada veut donner le ton dans le dialogue Nord-Sud. Je vous dis, monsieur l'Orateur, que le succès ou l'échec du sommet Nord-Sud à Mexico tiendra à une seule chose; si l'on trouve ou non le moyen de combler la dette astronomique contractée par les pays moins industrialisés du monde au titre des importations de pétrole.

Quatrièmement, nous avons recommandé que les pays de l'OPEP aient davantage voix au chapitre dans les institutions financières internationales. Comment pouvons-nous espérer que ces pays recyclent leurs énormes excédents d'argent s'ils ne comptent pas plus de voix délibérantes dans la Banque mondiale et au FMI? Le gouvernement s'est dit d'accord avec nous sur cette recommandation; il a par la suite encouragé les pays de l'OPEP à jouer un rôle plus important dans les affaires des filiales de la Banque mondiale. Excellente réponse. Elle aurait